

ACTION URGENTE

AZERBAÏDJAN. L'ÉTAT DE SANTÉ DE JOURNALISTES INCARCÉRÉS SE DÉGRADE

Au moins trois des 12 journalistes de *Meydan TV* et de médias affiliés, maintenus en détention arbitraire en Azerbaïdjan sur la base d'accusations fallacieuses, sont privés des soins médicaux dont ils ont besoin de toute urgence. Leur état de santé se dégrade rapidement. Ces 12 personnes sont derrière les barreaux à titre de représailles en raison de leur travail de journaliste, risquent de subir des mauvais traitements et sont privées de leur droit à un procès équitable. Elles doivent être libérées immédiatement et toutes celles qui ont besoin de soins médicaux doivent en bénéficier de toute urgence.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Ilham Aliyev
Président de l'Azerbaïdjan
19 Istiqlaliyyat Street
Baku AZ1066, Azerbaïdjan
office@pa.gov.az

Monsieur le Président,

Je vous écris au sujet de 12 journalistes, travaillant pour Meydan TV ou des médias associés, qui sont actuellement jugés en Azerbaïdjan, après avoir été placés en détention arbitraire depuis décembre 2024. Les procédures pénales intentées à leur encontre sont motivées par des considérations politiques et s'inscrivent dans le cadre de la répression gouvernementale qui vise les médias indépendants. Je vous prie instamment de faciliter sans délai la fin de leur détention arbitraire et des poursuites dont ils font l'objet, et tiens à vous faire part de ma vive inquiétude quant à l'état de santé de trois d'entre eux, privés des soins médicaux dont ils ont besoin.

La privation de soins médicaux adéquats et les conditions de détention de ces 12 journalistes, notamment les cellules surpeuplées, le harcèlement et les menaces d'ordre sexuel, ainsi que les menaces psychologiques, peuvent constituer des actes de torture et des mauvais traitements, et vont à l'encontre des obligations qui incombent à l'Azerbaïdjan en matière de droits humains.

Parmi les plus à risque, citons Shamshad Agha (qui souffre d'un ulcère gastrique), Aynur Elgunash (qui a besoin de soins de kinésithérapie après une opération) et Ulviyya Guliyeva (qui a besoin d'injections hebdomadaires pour une maladie chronique). En outre, Ulviyya Guliyeva, arrêtée en mai 2025, a signalé avoir été menacée de viol à deux reprises et violemment agressée par trois policiers au cours du même mois. Ses allégations n'ont donné lieu à aucune enquête réelle. D'autres coaccusé-e-s ont dénoncé de nombreuses atteintes aux droits humains commises par des policiers et les autorités pénitentiaires, notamment des actes de harcèlement sexuel (Aysel Umudova en a été victime sur le chemin du poste de police après avoir été interpellée le 6 décembre 2024), des pressions psychologiques (Khayala Aghayeva), et une agression physique (Nurlan Gahramanli).

Les faits reprochés à ces 12 journalistes sont forgés de toutes pièces. Ils sont accusés d'avoir enfreint la réglementation financière de l'Azerbaïdjan, mais celle-ci est excessivement restrictive et manifestement destinée à priver les médias indépendants et les ONG de financement, puisqu'elle rend impossible pour des organes de presse comme Meydan TV de se conformer à la loi. Aux termes de cette réglementation, tout financement indépendant est illégal, sauf si le gouvernement l'autorise expressément, ce qu'il ne fait jamais pour ceux qui le critiquent. Ils sont également accusés de s'être enrichis illégalement et d'avoir commis d'autres infractions clairement mensongères. Leur seul « crime » est de critiquer le gouvernement et d'être des journalistes indépendants.

Aussi je vous appelle à prendre immédiatement des dispositions pour :

- **mettre un terme aux repréailles contre les médias libres et la dissidences en Azerbaïdjan, et renoncer aux poursuites infondées visant les journalistes ;**
- **garantir la libération immédiate des 12 journalistes de Meydan TV et de toutes les personnes détenues arbitrairement ;**
- **mener des enquêtes efficaces sur les allégations de torture et de mauvais traitements infligés aux détenu-e-s et, dans l'intervalle, veiller à ce que les journalistes de Meydan TV incarcérés dont la santé est en danger reçoivent tous les soins dont ils ont besoin sans plus attendre.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

COMPLEMENT D'INFORMATION

Depuis novembre 2023, près de 30 journalistes et professionnel-le-s des médias ont été arrêtés par les autorités azerbaïdjanaises, qui intensifient leur répression contre les voix indépendantes et toute dissidence dans le pays. Au moins 12 d'entre eux détenus depuis le 6 décembre 2024 sont des journalistes et des professionnel-le-s des médias liés à Meydan TV, à l'École de Journalisme de Bakou et à d'autres médias indépendants, dans le cadre d'une seule affaire pénale.

Le 6 décembre 2024, les journalistes de Meydan TV Aynur Ganbarova (Elgunash), Aytaj Ahmadova (Tapdiq), Khayala Agayeva, Aysel Umudova, Ramin Jabrailzadeh (Deko) et Natig Javadli ont été arrêtés, aux côtés d'Ulvi Tahirov, le directeur adjoint de l'École de Journalisme de Bakou. D'autres arrestations ont suivi : Shamshad Agha (Aghayev), rédacteur-en-chef d'Argument.az et contributeur à Meydan TV, ainsi que les reporters indépendants Nurlan Gahramanli (Libre) et Fatima Movlamli, interpellés en février 2025, la journaliste Ulviyya Guliyeva (Ali) en mai 2025, et le photojournaliste Ahmad Mukhtar en août 2025.

Les poursuites pénales intentées contre Meydan TV et les personnes associées servent à sanctionner et bâillonner le journalisme critique, comme c'est le cas pour les autres journalistes détenus et emprisonnés en Azerbaïdjan.

Ces journalistes sont inculpés au titre de l'article 206.3.2 du Code pénal de l'Azerbaïdjan (« contrebande de devises étrangères »), une disposition invoquée à maintes reprises pour réduire au silence les médias et les journalistes indépendants dans le pays, notamment Abzas Media, Toplum TV et Kanal-13. Les sources de financement au niveau national pour les médias indépendants sont extrêmement limitées en Azerbaïdjan. Le marché publicitaire est restreint et les entreprises qui osent faire de la publicité dans des médias critiques envers le gouvernement prennent des risques. Afin de faire barrage aux sources de financement étranger pour les médias critiques et les ONG, les autorités ont adopté une loi exigeant l'approbation du gouvernement pour toute subvention étrangère. Cette disposition criminalise *de facto* le financement étranger et ouvre la voie à des poursuites contre les médias indépendants et leur personnel s'ils perçoivent une rémunération pour leur travail effectué hors d'Azerbaïdjan, ce qui a pour effet d'anéantir les médias indépendants. En outre, le parquet ajoute bien souvent des accusations connexes, comme c'est le cas dans l'affaire « Meydan TV », notamment en vertu de l'article 192.2.2 (« activités professionnelles illégales »).

Le 20 juin 2025, le tribunal de Bakou chargé des crimes graves a condamné sept professionnel-le-s affiliés au média d'investigation indépendant Abzas Media à des peines d'emprisonnement allant de sept ans et demi à neuf ans : le directeur Ulvi Hasanli, la rédactrice en chef Sevinc Vagifgizi, le journaliste d'investigation Hafiz Babaly, les reporters Nargiz Absalamova et Elnara Gasymova, le traducteur Muhammad Kekalov, et l'économiste et correspondant de Radio Free Europe Farid Mehralizade.

Des procédures pénales sont en cours contre d'autres journalistes et professionnel-le-s des médias, notamment de Toplum TV, dont le co-fondateur Alesger Memmedli, et les journalistes Farid Ismayilov et Mushfig Jabbar.

Les journalistes arrêtés signalent régulièrement être soumis à des mauvais traitements : ils sont notamment privés des soins médicaux nécessaires et enfermés dans des cellules surpeuplées (de 15 à 18 détenus entassés dans des cellules conçues pour accueillir de 8 à 10 personnes) et dans des conditions insalubres (les toilettes étant situées à l'endroit où ils dorment), ce qui provoque une détérioration de leur état de santé, ou y contribue.

Les actes de torture et les mauvais traitements en détention sont monnaie courante en Azerbaïdjan et sont perpétrés en toute impunité. Amnesty International a maintes fois dénoncé le [refus de soins de santé dont les détracteurs du gouvernement incarcérés ont besoin](#). Le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) du Conseil de l'Europe [a publiquement dénoncé « l'absence persistante de coopération » des autorités azerbaïdjanaises](#) concernant son appel à améliorer les conditions dans les prisons et à mettre un terme à la torture et aux mauvais traitements.

LANGUE À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : Turc, anglais, azéri
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 31 mai 2026
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : [Azerbaïdjan : Il faut libérer les journalistes arrêtés après la COP29-Amnesty International](#)